

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Scandale-en-Angleterre-p-14>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez
vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°48 > **Scandale en Angleterre**

1er février 2011

Scandale en Angleterre

Pendant trente ans, à l'insu des familles, des médecins ont prélevé des organes sur les cadavres d'employés du nucléaire.

Des organes et des os ont été prélevés sans autorisation, durant trente ans, sur les cadavres de 64 employés du complexe nucléaire de Sellafield [dans le Nord-Ouest de l'Angleterre, près de la mer d'Irlande], selon les résultats d'une enquête publiée en novembre 2010. Ce n'est que plusieurs décennies après le décès de leurs proches que la plupart des familles ont découvert que ceux-ci avaient été privés de foie, de langue et parfois même de jambes. L'enquête a révélé l'existence, jusqu'en 1992, d'une collusion entre les pathologistes, les médecins légistes et les scientifiques de la région de Sellafield, pour qui les besoins de l'industrie nucléaire passaient avant les sentiments des familles éplorées. Dans leurs dépositions, des représentants des salariés ont indiqué qu'ils avaient l'impression que ces corps avaient été "mutilés" et traités comme des "objets" pour aider l'industrie nucléaire à réfuter tout lien entre les cancers et les émissions de radiations. Dans certains cas, les os manquants ont été remplacés avant les funérailles par des manches à balai.

Ces révélations sont le fruit de trois ans d'enquête sur l'industrie nucléaire et concernent aussi trois études indiquant que 6 500 cadavres, dont certains d'enfants, ont été utilisés à des fins de recherche par l'industrie nucléaire. Les pathologistes font l'objet de critiques particulièrement virulentes. Le rapport les décrit comme "profondément ignorants de la loi" et convaincus à tort d'"avoir carte blanche pour enlever des tissus et des organes à toutes fins jugées utiles". Les médecins légistes sont également accusés de ne pas avoir informé les familles et d'avoir aidé les autorités nucléaires sans se soucier de savoir si celles-ci avaient l'autorisation d'effectuer des prélèvements et si ces derniers avaient un rapport avec la cause de la mort.

Le personnage central dans l'affaire de Sellafield était le médecin chef du groupe nucléaire BNFL, Geoffrey Schofield, un expert reconnu de la santé au travail. L'enquête a révélé que, jusqu'à sa mort, en 1985, il n'a été soumis à "aucun encadrement particulier ni à un quelconque contrôle de ses activités".

Ce médecin avait passé un "accord informel" avec les pathologistes de l'hôpital de West Cumberland et il lui était "facile" de se procurer des organes pour les analyser. Lui et ses successeurs retournaient à leur laboratoire avec les organes dans un bac à glace. Là, les organes étaient pesés, étiquetés et

stockés dans un congélateur avant d'être analysés, puis emportés vers le dépôt de déchets à faible activité de Drigg. Le rapport accuse le Dr Schofield d'avoir pris "des mesures quelque peu discutables pour se procurer des organes" quand il les jugeait particulièrement intéressants, et d'avoir "manipulé la procédure judiciaire".

"Dans cette affaire, les familles des victimes devraient être vengées", s'insurge Stan Higgins. Son père n'avait que 49 ans quand il est mort. Ancien membre du régiment des parachutistes et rugbyman passionné, il était également chef d'équipe dans l'usine de préparation du combustible lors de la fuite qui s'est produite en 1973 et il a été gravement exposé au ruthénium.

"C'est l'homme le plus irradié qui ait jamais survécu", explique son fils, aujourd'hui médecin. "Il a vécu pendant environ cinq ans, mais, après la destruction de sa thyroïde, il a commencé à avoir des évanouissements et il est mort d'une crise cardiaque." M. Higgins a appris plus tard que des tissus avaient été prélevés sur le corps de son père après sa mort, mais il n'a découvert qu'il y a trois ans toute l'ampleur de l'opération : vertèbres, médiastin, reins, foie, cœur, rate, sternum, poumons et ganglions lymphatiques lui ont été dérobés.

Le ministre de l'Énergie, Chris Huhne, a présenté ses excuses aux familles le 16 novembre dernier.

Source : The Independent